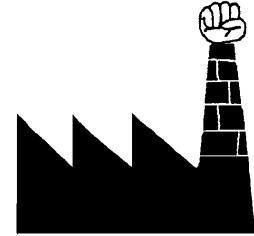


A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



La religion néo-libérale

On peine à comprendre les raisons pour lesquelles le gouvernement s'obstine à vouloir faire passer en force son projet de CPE, au risque d'amplifier le mécontentement et de créer les conditions d'une vaste mobilisation. Du moins tant qu'on ne lui prête que des raisons 'rationnelles'.

Considérons son argument clé : le CPE créera des emplois en facilitant les conditions d'embauche et de licenciement. Tout le monde sait que c'est la reprise d'une vieille antienne du patronat, selon laquelle les rigidités légales engendrées par le code du travail compteraient parmi les principales causes de la persistance du chômage en France. Il y a une vingtaine d'années, Yvon Gattaz, alors président du CNPF, avait réclamé à cors et à cris la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, chiffrant à 473 000 (ni plus ni moins !) le nombre de créations d'emplois qui en résulteraient. Revenu aux affaires en 1986, le gouvernement Chirac lui avait donné satisfaction. Avec l'effet bénéfique que l'on sait sur la baisse du chômage...

S'agit-il alors seulement d'ouvrir une brèche supplémentaire dans le code du travail, pour déséquilibrer davantage le rapport de forces entre patrons et salariés ? On sait que le patronat rêve de démanteler ce code. Le baron de Seillières en avait fait l'objectif prioritaire de sa « *refondation sociale* » ; et celle qui lui succède, Laurence Parizot, vient de déclarer que « *la liberté s'arrête là où commence le droit du travail* » ! Elle entendait parler de la liberté d'exploiter le travail d'autrui, la seule qui l'intéresse, à n'en pas douter. Mais à qui fera-t-on croire que cette liberté est aujourd'hui entravée en France par le code du travail ? Avec ou sans CPE, la jeunesse de ce pays connaît déjà le chômage et la précarité comme passage obligé de son entrée dans la vie, quand ce n'est pas tout simplement son état définitif.

Alors, pourquoi cet acharnement ? C'est que ce dernier témoigne de la foi des patrons et du gouvernement dans ce dogme néo-libéral qui proclame que tout marché tend spontanément à l'équilibre entre offre et demande pour peu que rien ne vienne fausser la libre concurrence entre acheteurs comme celle entre vendeurs, ni la négociation entre les uns et les autres. Ainsi en irait-il tout particulièrement du marché du travail: le chômeur y disparaîtrait s'il était livré à une « *concurrence libre et non faussée* » par les absurdes règles du droit du travail !.. Que pareil dogme ait été mille fois déjà démenti par les faits n'a pas plus d'impacts sur les théoriciens et les praticiens du néo-libéralisme que la gynécologie ne peut en avoir auprès des partisans du dogme de l'Immaculée Conception !

Bref on gagnerait beaucoup à intégrer à nos analyses cette idée: nos gouvernants sont de grands croyants et de fervents pratiquants de la religion du marché (en fait, celle du capital) qui n'ont rien à envier du point de vue du dogmatisme et du fanatisme aux fondamentalistes de tout poils. Avec cette différence essentielle cependant: c'est que leur Dieu, le Capital, est susceptible de commettre bien plus de ravages sur cette planète que Jehova, la Trinité, Allah, Krishna et Bouddha réunis.



Rencontre ACC, Carré rouge, l'Emancipation Sociale et A l'Encontre

Les 14 et 15 janvier derniers s'est tenue à Paris une rencontre à l'initiative des collectifs publiant *A Contre-Courant*, *Carré Rouge*, *L'Emancipation sociale* et animant le site *A l'Encontre*. Préparée par une rencontre préalable fin novembre à Mulhouse, cette réunion avait pour but de vérifier et de consolider la convergence des analyses développées par ces différents collectifs de la situation historique qui est la nôtre, de l'état actuel des rapports de forces dans la lutte des classes et des tâches politiques et théoriques qui en découlent. Mais aussi et surtout, sur cette base, de discuter du projet d'une publication périodique commune destinée à commencer à relever certains des défis du moment.

Pour préparer cette réunion, les membres des collectifs en question avaient été invités à s'exprimer librement sur le sens et le contenu de l'initiative. Plus d'une demi-douzaine de contributions sont ainsi venues préparer et enrichir la discussion collective, mise en ligne sur le site de *Carré Rouge*. Parmi elles, certaines ont été le fait d'individus non membres de l'un des collectifs initiateurs de la réunion, attestant ainsi de l'intérêt suscité par celle-ci au-delà même de ces derniers. Y compris de la part d'un groupe argentin qui a envoyé un courriel à l'adresse des participants de la réunion.

C'est ainsi entre une quarantaine et une soixantaine de personnes qui ont pris part aux différentes discussions qui se sont tenues lors de ce week-end. Portant tant sur des questions générales telles que la situation actuelle du mouvement ouvrier sur le plan international que sur des questions plus immédiates comme celles soulevées par les récentes émeutes urbaines en France, les discussions ont témoigné d'une large convergence de vue sur les principales questions politiques du moment, en dépit des origines et des trajectoires politiques pourtant très variées des participants. Aussi la réunion a-t-elle pu se conclure sur la décision de mettre en œuvre le processus devant aboutir à la publication régulière d'une revue électronique, sans que pour autant cela implique la disparition des modes antérieurs d'apparition propres à chaque collectif, qui conservera son autonomie.

Au terme de la réunion, les membres ou représentants de chaque collectif se sont séparés en s'engageant à rédiger un texte explicitant les orientations générales qu'ils aimeraient voir adopter par cette revue et qui pourrait constituer une sorte de manifeste présentant la revue elle-même. Le texte ci-contre représente la contribution d'*A Contre-Courant*. Une prochaine réunion, qui aura lieu à Mulhouse début mars, se chargera d'effectuer la synthèse des contributions et de discuter des modalités pratiques de production de cette revue.

Actualiser le communisme !

La faiblesse voire l'impuissance des réactions du prolétariat et, plus largement, du salariat à l'offensive générale que les forces personnifiant le capital (les capitalistes et les gouvernement à leur solde) tient, entre autres raisons, à l'absence de tout projet politique global capable de fournir une alternative globale crédible au capitalisme. Dans les conditions actuelles de la lutte des classes, une stratégie purement défensive, cherchant à maintenir l'existant (en gros, les acquis antérieurs des luttes), qui est celle sur laquelle continue au mieux à s'arc-bouter ce qui reste du mouvement ouvrier, est nécessairement vouée à l'échec. Il est donc urgent de travailler à la reconstruction d'une pareille alternative.

Sous ce rapport, l'antilibéralisme, tel qu'il a pu se développer et se formuler au cours de la dernière décennie au sein des mouvements anti-mondialistes ou alter-mondialistes, pour nécessaire qu'il soit, reste tout à fait insuffisant. Au mieux, il se transformera (c'est en fait déjà le cas) en vecteur d'un nouveau réformisme de caractère social-démocrate; au pire, il risque d'affaiblir la résistance des opprimés en la nourrissant d'illusions. En un mot : il ne suffit pas de déclarer que «*le monde n'est pas une marchandise*» et de protester contre le devenir-marchandise du monde ainsi que contre le devenir-monde de la marchandise. Il faut encore lutter contre les rapports de production qui opèrent cette marchandisation universelle et qui ne sont autres que les rapports capitalistes de production aujourd'hui en cours de transnationalisation.

Au demeurant, la brutalité même des coups portés quotidiennement par le capital contre le prolétariat et, plus largement même, contre l'ensemble du salariat partout dans le monde ainsi que la radicalité du projet néo-libéral qui entend bien faire table rase de la plupart des acquis antérieurs du mouvement ouvrier nous obligent à faire preuve d'audace pour répondre aux défis que nous lance cette offensive sans précédent du capital. Aussi avons-nous choisi de réaffirmer mais aussi de repenser la perspective la plus radicale historiquement portée par la lutte de classe du prolétariat, celle du *communisme*, pour déterminer les conditions actuelles de possibilité de sa réalisation.

Ce faisant, nous n'entendons pas nous payer de mots et nous n'ignorons pas les immenses problèmes théoriques et politiques que soulève pareil projet. Bien au contraire, tout l'effort théorique de notre revue visera à formuler ces problèmes le plus clairement possible et à s'attacher à définir le plus nettement possible les éléments de leur solution. Telle sera sa contribution à la reconstitution du projet d'alter-

Adresses

Carré rouge BP 125 75463 PARIS cedex 10 site : <http://carré-rouge.org> Courriel : ybo@club-internet.fr ou chesnaisf@free.fr Abonnement : 20 euros pour 4 numéros (1 an); chèque à l'ordre des "Amis de Carré rouge".

L'Emancipation sociale c/o Fabien Desgranges 29 rue de la Libération 70290 CHAMPAGNEY site : <http://amisemasoc.free.fr> Courriel : emancipation.sociale@laposte.net Abonnement: 12 euros pour un an; chèque à l'ordre des "Amis de l'Emancipation sociale".

A L'Encontre Après avoir été une revue imprimée, c'est maintenant une revue électronique : <http://www.alencontre.org> Courriel : administration@alencontre.org (pour commander les exemplaires imprimés encore disponibles) et redaction@alencontre.org Adresse postale: A l'encontre Case postale 120, 1000 Lausanne 20 Suisse fax +4121 621 89 88



native radicale précédemment envisagée.

Au titre de ces problèmes, le premier et non le moindre est bien évidemment le discrédit à peu près général dans lequel est tombé le terme même de communisme à la suite de la désastreuse expérience historique des Etats du soi-disant 'socialisme réel'. Aussi, le premier objectif de notre revue sera de clairement **(re)définir le concept même de communisme** dans ses différents aspects et dimensions. A titre de préalable et comme base minimale d'accord entre nous, et sans préjuger des résultats de nos travaux et recherches ultérieurs, nous définirons le communisme comme :

- une société fondée simultanément sur la socialisation de l'intégralité des moyens sociaux de production et de consommation, sur la planification démocratique de la production sociale, destinée à satisfaire l'intégralité des besoins sociaux, ainsi que sur l'autogestion des unités de production dans ce cadre socialisé;
- une société dans laquelle l'administration de la puissance sociale (au sens de la capacité de la société à agir sur elle-même : de se donner à elle-même ses propres finalités, ses propres règles d'organisation et de fonctionnement et ses propres modalités de contrôle) prenne, aux différents niveaux de l'organisation sociale, la forme d'organes de délibération et de décision associant l'ensemble des membres concernés par les décisions à prendre et excluant toute monopolisation de celles-ci par une minorité, fût-elle 'éclairée';
- une société, par conséquent, libérée de ses rapports d'oppression que sont le capital et l'Etat ainsi que tout leur appareillage, société dans laquelle il a été mis fin à la division de la société en classes sociales tout comme à celle entre gou-

verneurs et gouvernés;

- une société où le libre développement de chacun, sur tous les plans, est la condition du libre développement de tous et réciproquement;
- une société par conséquent dans laquelle l'humanité tend à la réconciliation avec elle-même ainsi qu'avec la nature qui constitue la condition matérielle fondamentale de sa reproduction.

Redéfinir le communisme en précisant chacun des aspects précédents, sans négliger les problèmes qu'ils soulèvent, ne saurait cependant suffire à lutter contre le discrédit qui entoure aujourd'hui la référence communiste. Il faut encore **revenir sur l'histoire et même la préhistoire du communisme**, de la lon-

gue lutte des opprimés (esclaves, serfs, paysans et prolétaires) pour s'émanciper et tenter de créer les conditions d'une communauté humaine libre de toute oppression. Il ne s'agit pas seulement pour nous de raviver les pages glorieuses de cette histoire, aujourd'hui sombrées dans l'oubli ou sciemment défigurées, les actes politiques et les œuvres idéologiques qui les ont illustrés, les mouvements, les groupes et les personnes qui en ont été les acteurs éminents. Il s'agit encore de rouvrir les pages sombres de cette histoire, de nous pencher sur les défaites sanglantes et cuisantes qui l'ont ponctuées, dont la pire fut sans doute celle qui vit le mouvement d'émancipation du prolétariat se retourner en quelque sorte contre lui-même, en engendrant de nouveaux régimes d'oppression, de nouvelles structures d'exploitation et de domination. Il s'agit enfin de reprendre les débats qui ont agité en permanence le mouvement communiste, jusqu'à le diviser en tendances contraires et l'épuiser en luttes fratricides.

Evidemment, ce retour sur l'histoire du mouvement communistes, sur ses heures et malheurs, sur ses combats et débats, ne se conçoit pas dans une perspective purement historiographique, même si elle se doit d'intégrer et qu'elle accueillera volontiers les travaux d'historiens. C'est en fonction des problèmes qui se posent actuellement au mouvement communiste et qu'il doit affronter ici et maintenant que ce retour réflexif peut et doit se pratiquer. Car l'axe central de notre revue devra bien être la suivante: affirmer l'actualité de la perspective communiste.

Et cette actualité doit d'abord être défendue en référence à l'étendue et à la profondeur des contradictions actuelles du capitalisme et des crises dans lesquelles ces contradictions s'affirment

mais aussi des potentialités de transformations sociales qu'elles ouvrent. Un troisième axe de notre travail théorique consistera donc à **procéder à une analyse méthodique de ces contradictions et de ces potentialités**, qui sont au cœur des transformations du capitalisme contemporain. Dans cette perspective, nous nous proposons d'attacher une attention particulière à :

- **la crise écologique**, d'ampleur planétaire et de portée potentiellement catastrophique, qui manifeste le vampirisme du capital, sa tendance à détruire ses propres conditions naturelles et sociales de valorisation (la terre et le travail) ; mais aussi le degré proprement planétaire aujourd'hui atteint par la contradiction entre la socialisation des forces productives (dont les richesses naturelles, sous toutes leurs formes, sont partie prenante au même titre que l'ensemble des connaissances scientifiques) et l'appropriation privative dont elles font l'objet sous forme du capital, contradiction qui plus que jamais rend actuelle la perspective de mettre fin à cette dernière;

- **l'aggravation des inégalités de développement** entre continents, sous-continents, nations, régions au sein de la nouvelle phase du devenir-monde du capitalisme, notamment impulsée par les capitaux industriels et financiers transnationaux, qui étendent considérablement l'échelle sociale et spatiale de la reproduction du capital, en gonflant les rangs du prolétariat mondial, y compris de sa part inemployée, en vouant par conséquent des milliards d'individus à la pauvreté, à la misère et à la marginalité sociale, en les excluant non seulement des normes dominantes de la vie sociale mais même de l'humanité tout court; alors que, à l'autre pôle, continue à s'accumuler la richesse sociale et surtout des moyens de plus en plus performants de production de cette richesse, potentiellement capables de libérer l'homme de l'antique emprise du besoin et de l'archaïque nécessité de travailler;

- **la 'mondialisation' (en fait la transnationalisation) du capital et du capitalisme** en tant qu'elle tend à abolir les anciennes divisions politiques et culturelles de l'humanité (sa division en Etats-nations et en aires civilisationnelles), non sans provoquer des crispations identitaires en réaction; et que, du même coup, elle jette les bases de la constitution de l'humanité (du genre humain) en communauté politique;

- **la socialisation de plus en plus contradictoire des individus**: leur ouverture grandissante (de plus en plus large et de plus en plus précoce) sur l'ensemble du monde, qui met à leur disposition potentiellement toutes les cultures du monde, passées aussi bien que présentes, qui en fait donc de plus en plus

concrètement le produit de l'humanité toute entière, dans son développement actuel tout comme dans son héritage historique; ouverture qui entre simultanément en contradiction avec l'expropriation non moins grandissante des individus à l'égard de la maîtrise de leurs conditions matérielles, institutionnelles et culturelles d'existence, qui les prive tendanciellement de toute faculté de se construire une identité stable, de communiquer avec les autres et (à) de prendre part à la construction du monde, et d'abord à la contestation de son cours actuel, en les privant donc d'une partie (plus ou moins) importante de la richesse potentielle précédente.

Mais l'actualité du communisme doit aussi se défendre en référence aux défis et aux potentialités actuelles de son principe subjectif: **l'auto-activité du prolétariat**. Plus que jamais, il importe de proclamer que **«l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»**. Tout d'abord au vu de l'expérience historique: tous les modèles de 'socialisme' basés sur le rapport substitutiste d'une élite éclairée, auto-proclamée 'avant-garde du prolétariat', à l'ensemble de ce dernier, ont échoué à émanciper celui-ci, en parvenant au mieux à alléger le poids de l'oppression capitaliste sur certaines de ses fractions nationales (dans les Etats centraux), en conduisant au pire à reconduire l'oppression capitaliste sous de nouvelles formes. Mais aussi tout simplement parce que, dans la phase actuelle de la lutte des classes, les travailleurs ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes pour se défendre face à l'offensive générale que le capital a lancée contre eux, y compris pour préserver les acquis de l'ancien réformisme social-démocrate, tant ce qui reste des organisations syndicales et politiques de l'ancien mouvement ouvrier sont intégralement devenues des rouages de l'ordre capitaliste, qui rivalisent

aujourd'hui dans l'art et la manière de leur faire accepter l'aggravation de leur propre condition de dominés.

Réaffirmer l'auto-activité du prolétariat comme principe subjectif du communisme implique évidemment de s'expliquer sur ce point comme sur tous les autres éléments composant le concept de communisme, sans négliger aucun des problèmes théoriques et politiques que soulève cette référence. Cependant nous n'entendons pas non plus la transformer en une utopie généreuse mais abstraite, coupée de ses conditions de réalisation, pas plus qu'en une prophétie pour d'hypothétiques lendemains enchanteurs. Nous prétendons faire de l'auto-activité du prolétariat le fil rouge capable de démêler l'écheveau des contradictions et des difficultés dans lesquelles se débattent aujourd'hui même les travailleurs partout dans le monde, au sein même de leurs conditions d'existence, dans le travail aussi bien qu'hors du travail, tout comme dans les résistances, même les plus modestes, qu'ils opposent à leur domination et exploitation par le capital, et les luttes qu'ils conduisent pour en desserrer l'étau. Nous entendons accorder une attention particulière à la manière dont, dans ces résistances et ces luttes, émerge la conscience de la nécessité ainsi que de la possibilité d'une réappropriation collective des moyens sociaux de production et de consommation. La revue s'ouvrira donc aussi à tous les travaux d'économistes, de sociologues, d'historiens mais aussi à tous témoignages et analyses de militants qui sauront rendre compte de la présence de cette dimension d'auto-activité dans la praxis quoti-



dienne et historique du prolétariat et de la perspective de réalisation du communisme qu'elle ouvre.

A la lecture des lignes précédentes, on aura compris que la revue est ouverte à toutes celles et tous ceux, quelle que soit leur trajectoire politique antérieure, qui continuent à se reconnaître dans la référence au communisme, dans la définition minimale et liminaire qui en été donnée précédemment. Cette ouverture se fonde notamment sur la conviction qu'avec la crise sans précédent dans laquelle le mouvement ouvrier a été plongé par la transnationalisation du capital, la déferlante des politiques néolibérales, la fin du compromis fordiste et le ralliement honteux ou tapageur des social-démocraties au paradigme néolibéral, l'effondrement politique du 'socialisme d'Etat' après son effondrement idéologique, nous sommes entrés dans une nouvelle phase historique de la lutte des classes qui rend possible mais aussi nécessaire une remise en cause des divisions et des clivages hérités des phases antérieures du mouvement ouvrier. Tout simplement parce que la phase nouvelle rend caducs (bien que de manière différentielle et inégale) *tous* les modèles de transformation sociale précédemment élaborés au sein ou en marge de ce mouvement. Elle en manifeste les insuffisances et, du même coup, elle relativise leur opposition.

Elle rend donc possible des convergences et des coopérations auparavant improbables voire impossibles entre individus, groupes, organisations, tendances issus de traditions du mouvement ouvrier qui s'étaient jusqu'alors au mieux ignorés, quand ce n'est pas sévèrement combattus. A la condition évidemment que ces derniers fassent leur le constat précédent de cette caducité (au moins relative) de leurs modèles antérieurs et qu'ils acceptent du même coup d'entretenir un rapport critique à leur propre tradition.

L'équipe d'ACC : multirécidiviste !

Sur 7 numéros successifs (du n° 120 au n° 126), de janvier 2001 jusqu'à août 2001, ACC a publié un long texte d'Alain Bihr intitulé **"Actualiser le communisme"**. Vous pourrez retrouver ce texte dans les archives du site d'ACC (<http://www.acontrecourant.org>) mais découpé en plusieurs épisodes, numéro par numéro. La revue "Carré rouge" l'a également publié. Si vous en faites la demande à courrier@acontrecourant.org nous pourrions vous envoyer le texte complet en format RTF.

De septembre à décembre 1990 (du n° 17 au n° 20 inclus) nous avons déjà publié, sous forme de feuillet utopiste, des extraits d'un texte intitulé: **"Pour quels buts, pour quelle société luttons-nous ?"** Ce texte, qui avait été rédigé 5 ans plus tôt par un autre auteur de l'équipe d'ACC, se proposait aussi d'esquisser à grands traits ce que serait une société véritablement communiste. Nous n'avons pas, pour l'instant, de version électronique de cette contribution : en 1985 et 1990 nous avions déjà des idées, mais pas encore d'ordinateurs ! On va insister auprès de l'auteur pour qu'il réconcilie les soviets et l'informatique. A moins qu'un de nos lecteurs s'en charge ?...

Pour remonter encore plus loin, dans le milieu des années 70, les membres de l'équipe proféraient déjà des insanités collectivistes au sein d'une CFDT qui les tolérait encore...

1975, 1985, 1990, 2001... on espère bien que 2006 sera la bonne !

Le feuilleton d'Alain Bihl sur la "novlangue du néo libéralisme" s'interrompt; il reprendra dans le prochain numéro. Sur le même thème, mais d'un d'un autre auteur :

Mots contre maux

Chez les politiques le discours, la parole donne l'impression de la vie, il n'est en fait que l'expression de leur mort, de leur mort politique au sens d'acteur de la vie publique. Il momifie celui qui le tient car le discours politique est étranger à la réalité sociale qu'il a la prétention d'évoquer. Le discours des politiques est fait pour le spectateur, pas pour la victime, à l'image des obsèques qui n'ont de sens que pour les vivants.

Il n'est question aujourd'hui que de «dialogue», de «pacte républicain», d'«ordre républicain», de «reconnaissance», de «respect», de «retour à la normale». Plus les voitures brûlent, plus les CRS se font caillasser, plus le discours du pouvoir, avec tout de même quelques menaces, est choisi, patelin, ouvert, finement ciselé, bref «républicain».

Le silence des mots

Le gargarisme sémantique est la seule thérapie qu'a trouvée la classe politique pour cacher aux yeux de tous son impuissance. Ces professionnels du discours rivalisent de formules «républicaines» pour montrer qu'ils ont la situation «sous contrôle». Pourtant l'usage de ces mots, de ces termes, tient plus de l'incantation que de la réalité d'une volonté d'action. En effet, un mot n'est qu'un mot.

Prenons-en quelques uns:

«**Dialogue**»: C'est quoi le «dialogue» pour les autorités? Oh c'est très simple: c'est le simple enregistrement des demandes... le seul échange ne pouvant se situer que dans le cadre d'un système économique et social qui ne saurait changer... Autrement dit le dialogue est un calmant, un faux semblant de démocratie.

«**Respect**»: c'est avant tout le respect de l'ordre établi (enveloppé dans l'emballage plus séduisant d'«ordre républicain» ou «ordre public»), c'est-à-dire un ordre, dans ce système, essentiellement inégalitaire, un ordre dans lequel il est de notoriété publique que l'on ne trouve sa place que si l'on correspond aux besoins du système, un ordre dans lequel il faut respecter une loi qui est celle du système.

«**Pacte républicain**»: régulièrement évoqué mais jamais défini comme si le terme, dont les politiques en ont «plein la bouche», avait une valeur en soi. (demandez autour de vous la définition de ce terme!). Ce serait un pacte moral qui assurerait le respect et la dignité à tout citoyen/ne. Mais où est-il concrètement ce pacte dans notre société, dans les cités, dans les entreprises, sur les services publics, la

ségrégation au logement, à l'emploi, les OGM, la Justice,...?

«**Retour à la normale**»: c'est-à-dire retour à la situation précédente... faisons comme «s'il ne s'était rien passé» ...car c'est comme cela que ça se passe, chaque fois!

Tout cela est censé être sous-tendu par les «valeurs de la République». Mais où sont-elles ces fameuses valeurs, ailleurs que sur le fronton des édifices publics. Quel sens ont ces valeurs pour un jeune qui a toujours vu son père au chômage et qui a de grandes probabilités d'être lui aussi au chômage, en galère, ainsi que ses frères et sœurs? Quel sens ont ces valeurs quand on est systématiquement victime du «délit de sale gueule» qui se concrétise par des contrôles policiers permanents dans la rue? Quels sens ont ces valeurs à l'heure où l'on détruit les services publics, les retraites, la protection sociale et où tout se résume par: le *fric*? Quels sens ont ces valeurs quand ces jeunes voient dans les médias la couardise et la malhonnêteté de ceux qui leur donnent des leçons de morale? Faut-il citer des exemples précis et des noms? Sont-elles contestables ces valeurs? Pas le moins du monde. Par contre ce qui est contestable et même condamnable c'est le fait de s'en servir d'alibi, de «miroir aux alouettes», de s'en servir de prétexte pour perpétuer un système économique et social qui en est la plus parfaite négation dans les faits, sinon dans les apparences. Ces mots, ces expressions lancées dans les médias, s'ils ont pu faire illusion à une époque ne correspondent plus à rien, sont en rupture avec le réel social. Ce que masquent ces mots c'est la réalité sociale, celle qui fait qu'une partie de la population sont des parias que l'on cache et que l'on espère discrète, celle qui fait que l'on réduise le citoyen au simple salarié corvéable et/ou chômeur résigné et/ou consommateur solvable.

Tout ce qui vient d'être dit ne concerne pas que les populations d'origines immigrées, mais tout individu dans cette société, dans ce système qui vit, ou essaye tout simplement de vivre. Pour les politiques, les pauvres et les exclus ne sont acceptables que s'ils se taisent et se résignent à leur sort... et surtout aillent voter. Les mots ne sont pas pour eux ils ne doivent se contenter que des maux. La faillite politique, de la Droite comme de la Gauche est totale et n'est maintenue que de manière fictive par des médias qui mettent en scènes des pantins qui n'ont plus rien à proposer.

Les maux plus forts que les mots

L'incurie des politiciens de tous bords n'a d'égal que l'impudence dont ils font preuve quand ils s'expriment sur ces faits. Tous ont bien évidemment la solution et depuis longtemps, surtout ceux qui sont dans l'opposition... Ils se demandent d'ailleurs comment ils peuvent y rester dans l'opposition puisqu'ils ont la solution... Ils font même des congrès pour ça!. Le problème c'est que personne ne les écoute. La solution?: «**Il n'y a qu'à...**». Ecoutez les tous ces vieux «chevaux de retour» qui se sont vautrés, et pour certains se vautrent encore, dans les palais de la République qui viennent doctement expliquer dans les médias ce qu'il y a lieu de faire, mais qui avaient oublié de le faire quand ils étaient au pouvoir! Ecoutez les tous ces «petits marquis» de la République avec leurs appartements surdimensionnés, leurs voitures de fonction, leurs chauffeurs, leurs privilèges qui sont à des années lumières de la réalité sociale et qui osent dire depuis leur cocon protecteur: «**Les Français pensent que...**», «**Les Français souhaitent que...**», «**Les Français aspirent à...**», «**La priorité des Français c'est...**» Regardez les ces médias, qui ouvrent leurs portes, leurs antennes, leurs micros, leurs rubriques, à ces «pique assiettes» de la société qui profitent des temps de crise pour se refaire une virginité politique et de revenir, pour certains, en politique... comme on va à la soupe!

C'est ce spectacle affligeant de la bassesse et de la médiocrité qui devrait redonner confiance et courage à une jeunesse en mal d'avenir dans un monde qu'on lui détruit? Au-delà des intérêts de chapelle et de la concurrence pour le pouvoir, Droite et Gauche font front commun car il y va de la survie du système dont elles profitent.

Ne nous méprenons pas, les «violences urbaines» sont les dommages collatéraux du fonctionnement d'un système inégalitaire aggravé par les politiques libérales d'abandon et d'exclusion. Les mystificateurs de la politique veulent une fois de plus nous faire entrer dans leurs combines minables et foireuses. Il est temps de se donner les moyens (pas électoraux, ils verrouillent tout) du changement social. Faire en sorte que les mots correspondent à la réalité sociale et non ne soient que les faire valoir de prétentions personnelles ou claniques dérisoires.

Patrick MIGNARD

Le vieux et le neuf dans les récentes émeutes urbaines

Les récentes émeutes qui ont animé, fin octobre début novembre, ces espaces de mort sociale que sont devenues un grand nombre des banlieues et périphéries urbaines ont déjà provoqué de nombreux commentaires et analyses. C'est davantage sur ces derniers que sur les événements mêmes que je voudrais ici brièvement revenir, pour en souligner certaines limites.

Une longue tradition d'émeutes populaires

Qu'ils aient été franchement hostiles ou qu'ils se soient au contraire efforcés d'expliquer voire de justifier ces émeutes, commentateurs et analystes ont été nombreux pour dire leur étonnement et leur surprise face à ces événements. Comme s'ils constituaient une franche nouveauté dans le paysage social et politique français. Or il n'en est rien, que l'on considère le court terme ou même le long terme – à condition de bien vouloir s'arracher à l'amnésie généralisée que génère une société dans laquelle hier appartient de plus en plus souvent déjà à la préhistoire.

En effet, depuis les émeutes de Vaux-en-Velin de *'l'été chaud'* 1981 qui ont salué l'arrivée de la gauche au pouvoir, il ne s'est guère passé d'année sans que, dans l'une ou l'autre banlieue de l'Hexagone, souvent d'ailleurs à la suite de 'bavures policières', on ait assisté à une ou même plusieurs nuits d'émeutes. Sans même vouloir ici évoquer la banalisation de la crémation de voitures, érigée au rang de rite de passage et de passe-temps parmi les jeunes de certaines cités.

On m'objectera que les récents événements ont été d'une toute autre ampleur, tant par le nombre de lieux où de pareilles émeutes ont eu lieu et leur durée (presque trois semaines) que par le fait de s'en être pris non pas seulement à ces emblèmes d'une *'société de consommation'* devenue inaccessible à certains que sont les automobiles ou les supermarchés mais encore à tous les symboles du pouvoir d'Etat : flics et pompiers, écoles, gymnases et bureaux de postes. C'est là qu'il convient de se souvenir que, précisément sous cette forme, l'émeute populaire relève d'une longue et vieille tradition. Sans vouloir remonter aux *'commotions'* populaires et autres jacqueries du moyen âge, il faut ici rappeler combien cette tradition a durablement marqué le mouvement ouvrier naissant. En en restant au cas français, ce sont des émeutes populaires qui, du 14 juillet 1789 au 18 mars 1871 en passant par juillet 1830 et février 1848, ont à chaque fois donné le signal des révolutions qui s'en sont suivis.

Ces quelques rappels historiques indiquent clairement que l'émeute est bien la forme *primitive* – dans tous les sens du terme – de la lutte des opprimés contre leur oppression; destinée précisément à disparaître lorsque d'autres formes de lutte, plus appropriées et plus efficaces se développeront, dont en premier lieu la grève. La première question à se poser à propos des récents événements des banlieues est donc celle des raisons de ce retour d'anciennes formes de lutte, que l'on pouvait croire définitivement dépassées.

Figures de la surpopulation relative

Neufs, ces événements ne l'ont donc pas été par leur forme, au contraire ancienne. Ils ne l'ont pas été non plus par leur principal protagoniste. Les quelques reportages à peu près sérieux diffusés dans les médias à leur sujet ont confirmé ce que l'on savait déjà de la composition sociale des populations habitant ces banlieues : elles concentrent la partie inemployée du prolétariat, celle que ces mêmes médias ainsi que les discours politiques présentent d'une manière permanente comme les victimes du *'chômage'* et de la *'crise'*.

Or, depuis Marx au moins, on sait que l'existence d'une telle population de *'surnuméraires'*, qu'il dénomme *surpopulation relative*, n'est nullement un produit conjoncturel d'une phase critique du développement capitaliste, mais au contraire un produit en même temps qu'une condition structurels de ce développement. Marx montre en effet que c'est le propre du capitalisme que d'engendrer et d'avoir besoin d'une masse, plus ou moins abondante, d'hommes et de femmes voués à rester périodiquement, temporairement, durablement ou même définitivement inemployés. Non pas parce qu'ils seraient inemployables ou parce que leurs forces de travail ne pourraient pas contribuer positivement à satisfaire l'intégralité des besoins sociaux. Mais tout simplement parce que les nécessités et les possibilités de la valorisation et de l'accumulation du capital ne requièrent pas leur emploi mais exigent au contraire leur inemploi. Surnuméraires, ces hommes et ces femmes ne le

sent que relativement aux possibilités et aux exigences du capital.

De cette surpopulation, Marx met en effet en évidence la double fonction qu'elle remplit relativement à ces dernières. D'une part, elle constitue, pour la plus grande partie d'entre elle, une *«armée industrielle de réserve»*, que le capital embauche dès que la nécessité s'en fait sentir dans la limite des possibilités ouvertes par sa valorisation et son accumulation: parce que l'exploitation de leurs forces de travail est en mesure de valoriser le capital et de lui permettre de continuer à s'accumuler. D'autre part, parce que, du fait de leur présence continue sur le marché du travail, par la concurrence qu'ils font ainsi aux travailleurs employés, aux salariés, ils contraignent ces derniers, sous la menace de leur remplacement par ces multiples surnuméraires, à accepter leurs conditions d'emploi et de rémunération, en un mot: leur exploitation et leur domination par le capital. Tandis qu'inversement les seconds, par la durée, l'intensité et la productivité du travail que le capital leur impose, permettent à ce dernier de se passer des services productifs des premiers. Si bien que chacune de ces deux parties du prolétariat, l'employée et l'inemployée, fait le malheur de l'autre – pour le plus grand bonheur du capital.

Evidemment, pas plus que la partie employée du prolétariat, sa partie inemployée n'est d'un seul bloc. Marx lui-même y distinguait différentes couches ou catégories, notamment selon leur degré respectif d'éloignement par rapport à l'emploi et les types d'emplois éventuels auxquels chacune pouvait espérer accéder éventuellement. Il distinguait ainsi *«une surpopulation flottante»*, constamment ballottée entre l'emploi et l'inemploi, mais parmi laquelle le premier continue en gros à l'emporter sur le second (c'est aujourd'hui la situation des *'intérimaires'* permanents et des salariés qui enchaînent des CDD); *«une surpopulation latente»* composant le gros des chômeurs, pourtant immédiatement employables par le capital; *«une surpopulation stagnante»*, comprenant les travailleurs peu employables par le capital, du fait de leur âge, de leur état de santé ou encore de la déqualification indivi-

duelle ou collective de leurs forces de travail; et enfin une quatrième catégorie composée de personnes qui n'ont à peu près plus aucune chance d'accéder à un quelconque emploi et plus ou moins marginalisées, parmi lesquels Marx distinguait deux groupes : ceux qu'il dénommait «*les misérables*» (on dirait aujourd'hui les «*exclus*») et ceux pour qui il utilisait quelquefois la dénomination péjorative de *Lumpenproletariat* (littéralement : prolétariat en haillons), composés de trafiquants divers, de bandits, de criminels, de prostitués, population de marginaux qui ne doivent de pouvoir survivre que de l'exercice d'activités que la morale usuelle, sinon la loi, condamnent. La déviance et la criminalité endémiques de cette dernière catégorie sont d'ailleurs elles-mêmes un nouveau facteur d'affaiblissement de la lutte de classe du prolétariat, soit qu'elles fournissent des hommes de main pour les milices ou forces paramilitaires des mouvements d'extrême-droite; soit qu'elles permettent, sous couvert de défense de l'ordre et de la loi, de lutte contre la déviance et la criminalité, de solidariser idéologiquement avec la classe dominante les couches supérieures du prolétariat, celles dont l'insertion dans le salariat est la plus stable et la moins défavorable (en termes de niveau de revenu, de conditions de travail, de garanties statutaires, d'organisation collective, etc.).

Evidemment, l'importance numérique en même temps que la composition de la surpopulation relative varient d'une phase à l'autre du cycle toujours chaotique de l'accumulation du capital; mais aussi en fonction des rapports de force au sein de la lutte des classes. En particulier, il est facilement compréhensible qu'elle se gonfle en période de crise structurelle de l'accumulation et pendant les phases où la capacité collective des opprimés à résister fléchit, son gonflement étant d'ailleurs l'un des facteurs de ce fléchissement. Tandis que ces mêmes périodes voient également s'accroître l'importance absolue et relative de la couche des «*misérables*» et des «*prolétaires en haillons*».

Est-il besoin d'établir en détail le parallèle entre cette analyse de portée générale et la situation particulière qui est la nôtre, dans une France socialement ravagée par trois décennies de panne de l'accumulation du capital, de déréglementation néo-libérale, de recul de la conflictualité prolétarienne et de «*trahison*» des directions des organisations syndicales et politiques de ce qu'il

reste du mouvement ouvrier ? Dans ces conditions, rien d'étonnant non plus à ce que la seule voie qui reste à la surpopulation relative et, tout particulièrement, à ses catégories les plus défavorisées et les plus fragilisées pour exprimer leur révolte soit celle de l'émeute, aussi primitive et inefficace fût-elle politiquement.

Deux nouveautés

Ce n'est donc ni du côté de la forme de la révolte populaire ni de celui de son sujet qu'il faut chercher la nouveauté de ce qui s'est produit récemment dans les banlieues françaises. Cette nouveauté, je la verrais, pour ma part, dans deux phénomènes intimement liés et potentiellement menaçants.

En premier lieu, dans la *ségrégation sociale et spatiale* entre les différentes couches et catégories qui composent le prolétariat aujourd'hui, qui conduit notamment à séparer de plus en plus sa partie employée d'une façon à peu près permanente, dont l'emploi est donc stable et plus ou moins garantie, des multiples catégories de la surpopulation relative, ainsi d'ailleurs que ces catégories entre elles. A leur séparation statutaire dans le travail, qui conduit souvent à ce qu'elles se côtoient et même se coudoient dans les ateliers ou sur les chantiers tout en s'ignorant, se méprisant ou se jalosant, s'adjoint de plus en plus une séparation hors du travail, de leurs lieux d'habitation respectifs. Car, alors que l'ancien faubourg ou quartier ouvrier mêlait, en plus d'une population d'artisans ou de petits commerçants échappant ou tentant d'échapper à la prolétarianisation, toutes les couches du prolétariat, de l'aristocratie ouvrière au *Lumpenproletariat*, le grand ensemble ou la cité de banlieue sont devenus progressivement,

au cours des trente dernières années, un espace de relégation dans lequel se concentrent les seules couches ou catégories prolétaires les plus précarisées par leur insertion/ désinsertion dans le rapport salarial et qui s'y trouvent littéralement assignées à résidence faute de pouvoir quitter des grands ensembles en voie de dégradation physique et de désocialisation. En conséquence, lorsque ces couches et catégories se révoltent, les autres couches et catégories du prolétariat, qui n'en partagent pas ou plus les conditions d'existence, hors travail aussi bien que dans le travail, ont de plus en plus de mal à se reconnaître en elles et, par conséquent, se solidariser avec elles. Au contraire, elles sont d'autant plus disposées à se solidariser avec les défenseurs de «*l'ordre*» et de «*la propriété*», autrement dit avec leurs propres maîtres et exploités.

D'autant plus que, en second lieu, les précédents processus de ségrégation sociale et spatiale se doublent de discrimination ethnique et raciale qui conduisent à réserver les positions les plus défavorables dans le salariat aux populations immigrées, issues de l'immigration ou présentant les signes (les stigmates) ethniques ou raciaux des populations immigrées. Dès lors, il n'est que trop facile pour un certain discours qui, à quelques nuances près, se fait entendre aujourd'hui depuis l'extrême droite jusqu'à la «*gauche plurielle*», de procéder à une véritable *ethnisation de la lutte des classes*: à faire accroître que les événements de banlieues ne sont pas un nouvel avatar de la vieille «*question sociale*», celle que pose tous ceux qui, pris dans les rets du salariat, aspirent à se libérer de leur oppression, mais l'émergence d'une nouvelle «*question ethnique*» que poserait l'existence en France de popula-

tions immigrées ou issues de l'immigration et que leur héritage culturel rendrait foncièrement inassimilable.

La conclusion s'impose d'elle-même. Notre tâche est double. Sur un plan théorique, il s'agit d'expliquer, comme les lignes précédentes ont commencé à le faire, la nature contradictoire de la révolte des banlieues; et de diffuser ces analyses sur nos lieux de travail. Sur un plan pratique, il s'agit de travailler, dans et par nos organisations (politiques, syndicales, associatives) à réunir dans un même combat contre le capital les différentes couches et catégories du prolétariat, dont la division concurrentielle ne peut qu'entretenir la faiblesse commune et ne peut que faire conjointement le malheur.

Alain Bihr

**LES MILLE ET UNE NUITS EN BANLIEUE
CHAHRAZAD BRÛLÉE VIVE !**



Dans le texte sur les émeutes urbaines (page 6 du présent numéro) Alain Bihl rappelle que Marx soulignait que ce qu'il appelait "la surpopulation relative" est engendrée par le capitalisme qui a besoin, pour son développement, d'une masse plus ou moins abondante de chômeurs. Cette thèse paraît acceptable lorsqu'elle est énoncée théoriquement; elle choque des "âmes sensibles" quand elle est décrite concrètement. Gérard Filoche a pu en faire le constat lorsqu'il a exposé la politique dite "de l'emploi" de Villepin à la fête d'Attac-Landes. Nous reproduisons ci-dessous cette intervention de Gérard Filoche. Comme l'affirment ceux qui la diffuse, elle est de nature à déciller des regards naïfs et aussi à engager les jeunes dans la bataille pour de vrais emplois.

Villepin freine la baisse du chômage

Toutes les mesures de Villepin visent à freiner la baisse du chômage pour contraindre les jeunes à prendre un sous-emploi.

Pourquoi Villepin a-t-il tout misé, dès le début de son gouvernement sur la «baisse du chômage» ? Parce qu'il était certain qu'elle se produirait mécaniquement ! Le départ à la retraite de la génération baby-boom de l'après-guerre devait pousser, sans créer d'emploi, simplement pour les remplacer, à des embauches massives. A tel point que Villepin s'était donné «cent jours»... et que, fin 2005, courant 2006, il pouvait être sûr et certain de son coup !

Normalement, le phénomène aurait dû être tellement important que le chômage pouvait diminuer drastiquement, vers 9 puis 8 voire 7 % de la population active.

Mais une telle baisse, si importante, Ni Villepin ni le Medef n'en veulent ! Alors Villepin a pris des mesures non pas pour diminuer le chômage mais pour freiner son recul et aussi des mesures pour contenir les exigences que les jeunes arrivant à l'emploi massivement, auraient été en situation d'obtenir !

[Quelqu'un doutant de cela m'a apostrophé en prétendant qu'on ne pouvait imaginer un tel «complot» et que Villepin voulant être élu et voulant être jugé sur la baisse du chômage ne pouvait jouer un tel «double jeu». Cette personne est naïve : car tout prouve qu'il en est ainsi ! Le fait que le chômage n'ait baissé que de 5 % en 2005 est le fruit d'une politique, en dépit de son affichage, qui vise un autre but : fragiliser, sous le chantage à l'emploi, les droits des salariés et leurs revendications salariales - d'où le Cne, le Cpe, la mise en cause du Cdi, et du Code du travail.]

Toutes les mesures de Villepin freinent la baisse du chômage :

- **Allongement des durées du travail sur la journée (forfaits jours pour tous) sur la semaine, et sur l'année :** déblocage du nombre des heures supplémentaires, baisse de leur majoration. Tous les salariés qui sont ainsi poussés à travailler deux fois plus pour améliorer leurs salaires bloqués, travaillent à la place d'autres qui ne sont pas recrutés. Le blocage de la réduction du temps de travail et sa ré-augmentation massive contribuent au chômage.

- **Allongement des durées du travail sur la vie en repoussant l'âge de la retraite.** C'est l'application de la loi Fillon sur les 40 annuités, des mesures Balladur calculant cette année les retraites sur les 23 meilleures annuités, des «décotes» imposées dans la Fonction publique aux fonctionnaires qui n'ont évidemment pas les annuités exigées. On marche vers les 41 et 42 annuités de cotisations. La limite d'âge des fonctionnaires a été portée de 65 à 67 ans.

- **Villepin met en place des mesures pour maintenir les «seniors au travail» il met en place des doubles «Cdd vieux» de 18 mois chacun,** entre 57 et 60 ans. Villepin propose de rendre possibles les «cumuls» emploi-retraite, les «cumuls» demi-retraite et intérim, les «cumuls» temps partiels retraites et autre emploi.

- **Obligation de chercher un emploi entre 57 et 60 ans :** la filière «D» des Assedic était ouverte aux demandeurs d'emploi de plus de 57 ans et ayant cotisé 100 trimestres. Elle permettait une indemnisation de 42 mois. Elle vient d'être supprimée. **Toutes ces pressions visent à retarder les départs massifs en retraite !** Autant de postes que les jeunes pouvaient espérer et qu'ils n'ont pas ! **Comment s'étonner, dans ces conditions, qu'il y ait 23 % de jeunes sans emploi ?**

- **Mesures visant à permettre à un salarié de travailler pour deux entreprises,** d'être à mi-temps dans l'une et envoyé comme sous-traitant dans l'autre: marchandage, prêt de main d'oeuvre illicite sont ainsi facilités.

- **Suppression achevée des 300000 emplois-jeunes,** emplois aidés de remplacement en nombre limité, pré-retraites supprimées, facilitation des licenciements, facilitation des plans sociaux.

- **Réduction drastique des postes des services et de la Fonction publique.** Les fonctionnaires partants ne sont pas remplacés, les jeunes qui pouvaient s'attendre à des centaines de milliers de postes ouverts aux concours, doivent déchanter. Villepin serre la vis partout : il manque des postes dans les hôpitaux, les écoles, l'équipement, tout cela accroît l'embauche des jeunes.

- **Villepin pousse à ce qu'il y ait un «suivi» des chômeurs: les absences**

au contrôle et les radiations administratives représentent (Le Monde du 28 nov 2005) respectivement 36,2 % et 8,2 % des motifs de sortie et concernaient 163717 personnes dans un cas, et 37172 dans l'autre. Les nouveaux «contrats de reclassement personnalisés» ne comptent pas dans les chiffres des demandeurs d'emploi. **Villepin ne crée pas d'emploi, il supprime de façon comptable des chômeurs,** assez pour paraître faire reculer à minima le chômage, pas trop pour continuer le chantage à l'emploi et imposer précarité et bas salaires.

L'essentiel des chômeurs officiellement comptabilisés en «moins» ces derniers mois provient de ces radiations, et non pas des emplois créés, tandis que les effets des départs en retraite sont neutralisés au maximum.

Donc, Villepin peut faire plaisir au patronat en accentuant le chantage à l'emploi sur les jeunes : avec comme slogan central, «Un Cpe c'est mieux que rien». **Alors que les jeunes pouvaient es-**



pérer profiter du tournant démographique pour accéder enfin, massivement à de vrais boulots, Villepin les force à accepter des «emplois soumis» à droits dégradés, et donc à bas salaires !

C'est ça le fond de la politique de Villepin et non pas la lutte contre un chômage qui doit de toute façon doit diminuer !

8 mars 2006 et après ?

La commémoration ranime une flamme qui a tendance à s'éteindre. Les chiffres attestent pourtant tous que les femmes restent toujours et encore pénalisées en politique, dans la vie professionnelle et à la maison. Cela invite à poursuivre la lutte. Mon objet n'est pas un énième laïus sur les torts faits aux femmes par des hommes (et par des femmes aussi) mais de proposer à l'emporte-pièce une ou deux attitudes à adopter pour faire réagir ceux et celles qui savent bien que les mentalités évolueront grâce à des lois, des décisions volontaristes mais que la démarche sera lente sinon vaine s'il n'y a pas un forcing à la base, de chacun, chacune d'entre nous, voire de petites provocations, grammaticales ou autres, dans nos propos, faits et gestes quotidiens. Ainsi, pourquoi ne pas :

Proposition 1

S'astreindre à féminiser systématiquement chaque jour tout ce qui peut l'être pour rendre constante cette idée qu'un masculin vaut un féminin ; que ce que fait, dit, un homme, une femme peut le faire, peut le dire. Certaines trouvent lourd cet effet de renforcer tous les accords masculins par le féminin (travailleurs-ses, salariées-s, par ex), mais en insistant sur notre présence réelle dans le monde dit du travail, nous pourrions mieux marquer la même mixité dans le domaine domestique où le travail à partager solidairement et équitablement existe aussi. S'astreindre à féminiser tout particulièrement dans nos conversations et nos écrits, sur le lieu de travail et en dehors, systématiquement, les noms de métiers et professions. Une Marina Carrère d'Encausse sur France 5 faisait récemment la moue (en digne fille de sa mère Hélène qui ne veut pas être la mais le secrétaire perpétuel de l'Académie française) lorsque son binôme dans l'émission Le Magazine de la Santé, médecin comme elle, Michel Cymes,

tentait de lui proposer une médecine comme féminin de un médecin. "Non, répondit-elle un brin condescendante, la médecine, c'est autre chose". Françoise de Panafieu, la maire du 17^e arrondissement de Paris, qui veut devenir maire de Paris, répondait, elle, début février sur I-télé à Jacques Chancel qui lui posait aussi cette question de la féminisation des noms de métiers : "Une cafetière ?!" asséné avec un regard et une ouverture de bras pouvant se traduire par "Vous voyez le genre, vous n'y pensez pas". Leur échange sur le sujet commença et s'arrêta là... Eh bien ! Mesdames, pour ne citer que vous deux, pourquoi ne vous offusquez-vous pas qu'un avocat puisse à la fois être au barreau et un fruit en forme de poire bon pour le guacamole ? Nos voisines suisses sont officiellement nommées cheffes quand elles supervisent un Service, et cela ne semble plus prêter aux ricanements.

qu'elle récupère en cas de divorce). Or, trop fréquemment encore, la femme troque spontanément plus que délibérément, son nom contre celui de son mari, ou l'y adjoint, en première ou deuxième position, ce que peut faire aussi le mari (l'a-t-il jamais fait ?), L'usage de substituer le nom de son mari au sien date de l'époque (Code Civil de 1804) où la femme était réputée juridiquement incapable d'agir en son nom propre. Jusqu'en 1965, elle devait avoir l'autorisation de son mari pour gérer ses biens, ouvrir un compte bancaire, exercer une profession !. Comment se fait-il qu'aujourd'hui cet usage de prendre le nom du mari perdure, qui complique exagérément les situations administratives -ma-demoiselle ou madame, nom de jeune fille, nom d'épouse, ex-épouse et autres formules qui attestent toutes d'une dépendance- sinon parce que nous, femmes, sours, mères, belles-mères maintenons cet usage alors que la loi est là ? Comment faire passer le droit tout récent (depuis 2004) de donner aux enfants le nom de leurs père et mère si celle-ci n'affirme pas déjà au préalable le sien ?

Nous tous, homme ou femme, nous nous devons d'informer nos filles et nos petites filles pour les mettre, par toutes les voies possibles, tous domaines confondus, sur le même pied que nos fils et petits-fils. A nous de faire que les rengaines féministes servent véritablement la cause des femmes ("d'en bas 1"?) et de l'humanité, pour que de solennelles et/ou modestes propositions en solennelles et/ou modestes actions assidues légales ou à légaliser, les mentalités se transforment, et qu'enfin usages et droit fassent de concert l'égalité des sexes.

HOMME FEMME femme homme
hfoemmee HFOEMMEE FEMME
FEMME homme femme hfoemmee
HFOEMMEE HOMME homme
FEMME femme hfoemmee
HFOEMMEE HOMME FEMME
homme femme hfoemmee
HFOEMMEE HOMME FEMME
homme femme hfoemmee
HFOEMMEE HOMME FEMME

Proposition 2

S'astreindre à populariser la conservation de son nom de naissance lors du mariage. Sait-on que légalement (loi du 6 fructidor An II) le mariage est sans effet sur le nom des époux qui continuent à avoir chacun pour seul nom officiel celui qui résulte de leur acte de naissance (qui est pour la femme presque toujours celui... de son père, et

mhf

1 Okrent s'appelle-t-elle Kouchner, Sinclair Strauss Kahn ou Kriegel Adler ? Et inversement ? (mais Royal est appelée...Ségolène !!!)

Comme il ne peut pas être publié par la "grande presse" directement concernée et mise en cause, nous publions ci-dessous le communiqué, brut de décoffrage, d'une section CGT de journalistes de Strasbourg ("*Dernières Nouvelles d'Alsace*". Ce genre de publication fait partie des tâches prioritaires d'ACC, tant qu'il existe ! On est libre, nous !

Le communiqué concerne les restructurations en cours dans la presse quotidienne régionale : le rachat du pôle des journaux Rhône Alpes par "*l'Est républicain*" (actionnaire majoritaire : Lignac) déjà propriétaire des "*Dernières Nouvelles d'Alsace*". Un achat fait avec l'aide du Crédit Mutuel qui lui-même est actionnaire majoritaire du journal "*l'Alsace*" (d'où de nouveaux rapprochements prévisibles...).

Le pluralisme de l'information et l'emploi sur de mauvais rails

M. Lignac préfère accorder une interview à des journalistes hors de «son groupe» plutôt que de présenter directement le projet de rachat du pôle Rhône Alpes de la Socpresse au Comité d'entreprise de l'Est Républicain. (...)

Pour M. Lignac, l'avenir de la presse écrite régionale doit se construire en supprimant les emplois de journalistes et développer... les réseaux de correspondants locaux de presse, des non professionnels payés au lance-pierre. Les profits avant tout !

Que devient *La Mission d'Informer* dont les éditeurs de journaux se prévalent dès qu'ils quémandent auprès du gouvernement les multiples aides et mesures destinés à faciliter leurs plans sociaux ?

Lorsque l'information locale ne sera plus transmise que par des correspondants locaux si possibles inféodés aux élus ou notables de chaque ville et village, finis, les reportages, les enquêtes d'investigation. Il restera des pages, de préférence communes au maximum de titres, et déjà pré-formatées...

En fait, nos patrons veulent simplement habiller un peu la publicité sur un marché monopolistique. Comme disait Lelay de TF1, «vendre du temps de cerveau disponible...»

Sans doute que cet aspect commercial préoccupera plus les instances de contrôle de la concurrence que le problème de la liberté d'expression et l'absence de pluralisme de l'information garant de la démocratie. Quand on est prêt à donner de l'argent aux journaux pour qu'ils licencient, où est le souci d'informer ?

Quelle est, dans le montage proposé, la stratégie du Crédit Mutuel ?

La reprise en main de «l'industrie de l'information» ? Nourrit-«il» des ambitions de développement dans les nouveaux supports électroniques et audiovisuels en réutilisant tous les contenus et les réseaux des journaux et sociétés dont il aura pris le contrôle dès que la succession de M. Lignac sera posée, ou même bien avant ? Est-ce que le Crédit Mutuel sera le nouveau maître d'œuvre de la presse régionale, ou engrangera-

til les plus values à la prochaine opportunité ? Pour qui ? Nous ne croyons pas au mécénat des banques.

Pour les collègues de L'Alsace, ce nouvel épisode dans la concentration de la presse semble être la revanche du «petit» journal encerclé, sur l'ogre lorrain (et bas-rhinois). Sont-ils à l'abri pour autant ?

Pour eux: Le rapprochement annoncé de l'Alsace et des DNA serait en fait le «phagocytage» des DNA par L'Alsace ? Nous avons tous à perdre dans cette nouvelle concentration de la presse régionale. Et pas seulement les journalistes et salariés des différents titres concernés.

Car les «synergies» que les directions veulent imposer ne s'entendent que par la destruction de ce qui existe et non par le développement de l'information en région. Pas le moindre projet de développement éditorial ou rédactionnel n'a été présenté.

Pour l'instant l'Est Républicain/ Crédit Mutuel ne sont pas propriétaires du pôle Rhône Alpes de la Socpresse. Il faudra, sans doute, plusieurs mois pour que les différentes instances se prononcent, dont la direction de la concurrence. Sans doute qu'il y aura aussi d'autres recours y compris du côté des instances européennes si des sociétés se considèrent lésées par le choix ou le montage de l'opération.

A L'Est Républicain : M. Colin est (très) fier d'avoir mené l'opération Rhône Alpes en tandem avec M. Lignac et d'avoir court-circuité Philippe Hersant. Lorsqu'il est interrogé sur les équipes rédactionnelles, il répond qu'il envisage d'étoffer les réseaux de correspondants.

Les discussions sur la Gestion prévisionnelle de l'emploi et de l'emploi et des compétences ont débuté dans le quotidien lorrain sans aucune négoc-

iation sur la stratégie de l'entreprise. N'a été abordé que le plan de suppression d'emplois. Le projet de la direction : 150 emplois supprimés sur 5 ans dont 50 postes de journalistes. La rotative complétée d'une tour couleur a eu bien du mal à fonctionner correctement ce qui a entraîné d'importants surcoûts. Et elle est inadaptée au passage au format tabloïd. L'investissement Roto semble repoussé à 2011 ou 2012...à moins que le nouvel allié ne paye ?

Il nous paraissait important d'échanger le plus rapidement sur les situations des différents journaux. Les menaces de réductions d'emplois sont clairement exprimées.

Le journal de Saône et Loire et le Bien Public (Dijon) sont dirigés par le même PDG François Prétet, frère de Jean-Dominique, PDG de L'Alsace... Leurs zones de diffusion sont distinctes, des pages communes ou des couvertures communes l'un s'occupant par exemple des infos générales, l'autre du sport national ils sont imprimés sur les mêmes rotatives à Châtenoy-le-Royal dans la banlieue de Chalon sur Saône. Ils ont signé



un accord droits d'auteur (identique à celui du Progrès et du Dauphiné Libéré) qui permet la réutilisation des articles et photos dans l'ensemble des journaux du groupe.

Le Progrès est le journal qui perd le plus d'argent et dont la restructuration est la priorité des futurs nouveaux propriétaires. La perte de crédibilité du journal Le Progrès sur la ville de Lyon, 20 000 exemplaires diffusés, interpelle tous les journaux sur les risques d'effondrement de la diffusion conséquence de l'absence de politique rédactionnelle cohérente et d'une dégradation de l'information locale amplifiée par le lancement d'un journal gratuit qui cannibalise le contenu rédactionnel des éditions payantes. Des journalistes du Progrès ont été désignés pour Lyon Plus lancé pour contrer les Métro et 20 Minutes. Ce qui n'a pas arrangé la diffusion ni les comptes du Progrès qui a perdu 20 Millions d'euros.

Une Imprimerie « ultra moderne » a été installée à Chassieu et celle de Saint Etienne devrait être abandonnée.

L'abus des accords droits d'auteur: les contenus des éditions du Progrès et du Dauphiné sont identiques, communes sur une partie du département de l'Ain (Pays de Gex).

Le Dauphiné Libéré diffusé sur 9 départements passe au format tabloïd.

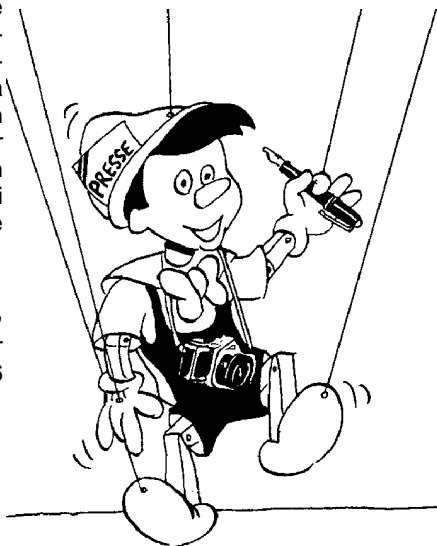
Ce n'est pas UNE entreprise mais chaque « activité » est une société distincte.

Les journalistes sont salariés d'une fausse agence de presse, l'impression est une société à part ainsi que l'informatique... Pas de reconnaissance de l'unité économique et sociale dans ce journal. Construction d'une Imprimerie à Veurey et lancement progressif de la nouvelle formule à partir de fin février.

La Liberté de l'Est, laboratoire de Gérard Collin, est le modèle qu'il voudrait imposer au nouveau groupe. Des contenus quasi identiques avec L'Est Républicain sur la plupart des éditions des Vosges. M. Collin a choisi de sacrifier des agences et la diffusion de l'Est Républicain parce qu'il faisait plus de profits en supprimant les emplois et en favorisant La Liberté de l'Est ... Suivez son regard vers La Franche-Comté et les collègues de l'Alsace auront très vite compris d'où vient la première menace...

Quand on entend synergies on a froid dans le dos. Nos inquiétudes concernent tous les secteurs où existent une salubre concurrence. Quand on est obnubilé par les économies d'échelle, cela n'augure rien de bon ni pour l'information du public ni pour la santé de journaux.

Strasbourg,
le 8 février
2006



Bap

Dans le cadre de nos échanges avec la revue "Alternative Libertaire", nous publions ici l'édito du n° 149 (mars 2006) de ce mensuel. Pour s'abonner un an (11 numéros) : 25 euros. Chèque à l'ordre d'"Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19: www.alternativelibertaire.org "Alternative Libertaire" est aussi disponible dans les maisons de la presse des villes grandes et moyennes, ainsi que dans les gares parisiennes.

Jetables ?

Travailleur(se)s français(es) ou immigré(e)s jetables, élèves sans papiers jetables,...

Grâce au gouvernement, le Medef et le Front national sont en train de réaliser leurs rêves : mettre à la disposition des patrons une main-d'œuvre de plus en plus dépourvue de droits et corvéable à merci et édifier une législation raciste semblable à celle des années 30 afin de flatter les sentiments xénophobes d'une partie de l'électorat.

Il est illusoire de penser qu'« ils finiront par s'arrêter » comme l'affirment parfois certains esprits incrédules, car la bourgeoisie est engagée depuis des années dans une guerre sociale sans limites.

Elle ne s'arrêtera que lorsque nous nous donnerons les moyens de l'empêcher de piller les richesses produites par les travailleur(se)s de ce pays qu'ils/elles soient français(es) ou immigré(e)s.

Car la redistribution des richesses, ça s'impose !

Depuis quelques semaines, les étudiant(e)s d'une trentaine d'universités se mobilisent contre le contrat première embauche (CPE) ou si vous préférez contre le contrat précarité exclusion, tout en faisant le lien avec les autres formes de précarité. Dans certaines villes, les lycéen(ne)s font cause commune avec eux/elles. Mais, une fois de plus les jeunes se retrouvent bien seul(e)s dans l'action et faute d'élargissement risquent de se retrouver dans le piège de la grève par procuration.

Alors qu'il s'agit pour le gouvernement d'en finir avec le contrat à durée indéterminée, une fois de plus, les organisations syndicales temporisent et mettent en scène une succession de temps forts (journées d'action des 2 et 7 février, 7 mars) suivies de temps morts. Cette stratégie est bien connue. Elle mène à l'échec, celui de 2003 lors des mobilisations contre le plan Fillon sur les retraites a été suffisamment cuisant pour que nous ne persévérions pas dans cette même voie.

Face à l'inertie des bureaucraties syndicales qui miment l'action plus qu'elles ne l'organisent, c'est bien la construction de mouvements de grève puissants partout où cela est possible qu'il s'agit de développer dans le privé comme dans le public. Dans ce dernier secteur, la fonction publique est tout aussi menacée puisque nos libéraux souhaitent depuis des années en casser le statut et généraliser à terme des emplois jetables en imposant à tout le monde des contrats de 6 ans à la place de la sécurité de l'emploi.

En Allemagne, les travailleuses et travailleurs du secteur public donnent l'exemple en poussant leurs syndicats à organiser une grève générale contre l'augmentation du temps de travail que le Medef essaye d'imposer branche par branche en France. Il est vrai qu'en Allemagne, le discrédit de la gauche de gouvernement, qui partage le pouvoir exécutif avec la droite, constitue un motif de mécontentement supplémentaire et attise cette colère qui ne parvient pas à éclater de ce côté-ci du Rhin.

Le jugement des électrices et électeurs de gauche ne se laisse pourtant pas abuser par le numéro de claquettes des leaders socialistes dans l'affaire du CPE. Dans une récente enquête du Parisien, une majorité de sondé(e)s estiment que le Parti socialiste est un mauvais opposant à la politique de la droite. Et ce n'est pas le plaidoyer de Madame Royal en faveur de la politique sociale de Blair ou celui du PS en faveur d'un retour des emplois jeunes qui devrait les faire changer d'avis. Il est grand temps d'arrêter de laisser tous ces guignols accaparer l'expression médiatique.

Public, privé, c'est partout qu'il faut s'organiser pour lutter en tenant des assemblées générales, en y débattant maintenant de la grève et de la convergence avec la jeunesse scolarisée en lutte pour l'abrogation du CNE, du CPE, de la législation du travail précaire, pour le retrait des projets de loi racistes sur l'immigration choisie et le séjour des étrangers, et pour une redistribution des richesses.

Alternative libertaire, le 22 février 2006

Franchissement de ligne brune à Ensisheim (Haut-Rhin)

Il n'est pas sûr qu'en donnant l'ordre de détruire par le feu 14 caravanes qui servaient de refuge à des Roms ressortissants croates et roumains, le maire UMP d'Ensisheim, Michel Habig, ait bien mesuré la portée de son acte : il ne faut pas trop attendre des capacités d'analyse politique de ce genre de personnage. Il a senti que ce serait bien perçu par une bonne partie de ses administrés, et même au-delà. C'est suffisant pour qu'un politicien de son acabit en oublie jusqu'aux valeurs les plus fondamentales.

La Loi, dont il est pourtant un des dépositaires ? Il s'est autorisé à s'en affranchir. L'éthique, dont l'ignorance peut conduire à des désastres ? Une préoccupation dérisoire dont un vice-président du Conseil Général du Haut-Rhin, ancien député et toujours Président de la chambre départementale d'agriculture - homme d'action donc - n'a que faire ! Il est élu. Il a du pouvoir. Il poursuit l'objectif de le conserver, même s'il lui faut franchir la ligne brune pour cela. D'ailleurs, il est sûr qu'il ne l'a pas franchie. Ne suit-il pas la même trajectoire que son ministre de l'Intérieur ? Détruire les obstacles au kärcher ou au lance-flamme, quelle différence ? Il faut bien marquer son originalité, non ? Il avait déjà montré beaucoup d'imagination il y a trois ans en épandant de la boue de la station d'épuration autour d'un campement de gens du voyage.

De toute façon, c'est le résultat qui compte !

Et le résultat est pour l'instant bien conforme à ses espérances :

Les victimes ne sont pas en capacité de porter plainte et la justice n'a réagi que mollement : plainte du Parquet de Colmar (68), prudemment dessaisi : le procès devrait avoir lieu à Strasbourg (67) à la mi-mars. On est loin des comparutions immédiates infligées aux incendiaires de voitures pris en flagrant délit ! L'incendiaire a même pu se payer le luxe d'accomplir son forfait devant trois gendarmes restés sur place. On ne sait trop quels ordres ils avaient reçu du Préfet, installé dans un fauteuil où Bonnet s'était assis quelques jours avant d'être muté en Corse...

Le Maire est soutenu par une pétition qui aurait réuni plusieurs milliers de signatures, au point qu'au dernier conseil municipal d'Ensisheim il a pu fièrement assumer son acte... et faire assumer ses frais de défense et de justice par les contribuables de la commune, et ce, à l'unanimité. Avec les voix, donc, de l'opposition socialiste où siège la première secrétaire du PS haut-rhinois, qui a pompeusement tenu ces propos limpides : *"ce n'est pas l'action qui est remise en cause, mais le procédé"*. (!?)

Habig peut donc aussi compter sur le soutien, souvent discret, parfois public, de beaucoup d'élus (députés, conseillers généraux, ou ses collègues au sein de l'association des Maires du Haut-Rhin). Il peut compter aussi sur la démission idéologique de la plupart des élus et responsables politiques "d'opposition", incapables de résister, paralysés par leurs obsessions électorales. Ainsi on attend toujours, et on risque d'attendre longtemps, une réaction du Maire PS de Mulhouse, Bockel, également Président de l'association des maires des grandes villes de France.

Un début de résistance s'organise, cependant. Si aucun élu PS ne s'est mouillé, deux maires Verts ont condamné publiquement. L'un (H. Stoll, maire de Kaysersberg et conseiller général Vert) a demandé sans détour la démission de Habig.

Et surtout, un collectif s'est créé. Il diffuse un modèle de lettre (voir ci-contre) que tout le monde peut utiliser pour amener enfin des élus et même des responsables associa-

Modèle de courrier à adresser - par la Poste ou par internet - à un ou plusieurs de vos élus ou même à des responsables de partis, de syndicats ou d'associations.

Cette lettre a pour objet de demander aux élus et/ou aux différents responsables de se positionner sur l'affaire de l'incendie criminel de 14 caravanes à Ensisheim, ordonné par le Maire de la commune. A chacun de réécrire cette lettre comme il l'entend ; à chacun de prendre soin de la diffuser tous azimuts. Elle est disponible en version électronique sur simple demande à courrier@acontrecourant.org

Celles et ceux qui ne résident pas dans le Haut-Rhin pourraient, de préférence, interpeller leur député et le charger d'interpeller à son tour les autorités gouvernementales, le Ministre de l'Intérieur en particulier.

C'est un collectif haut-rhinois qui regroupe des individus et plusieurs associations et organisations (ACC - AMD - AL - APPONA - ATTAC - CNT68 - LDH - LO - PCF68 - SCALP (no passaran) - SUD - DAL - JID - ALTERNATIFS) qui est à l'origine de cette initiative

Nom, Prénom, adresse, date

A Madame ou Monsieur,

Le Député ou/et le Conseiller général, ou/et le Maire, ou/et le Conseiller Municipal, ou/et le responsable politique, ou/et le responsable syndical, ou/et le responsable associatif,
etc.

Madame, Monsieur,

Il convient de mesurer la portée politique de l'incendie criminel organisé par le Maire d'Ensisheim, vice-président du Conseil Général du Haut-Rhin et ancien député. Qu'il l'ait voulu ou non, son geste, d'une force symbolique redoutable, réduit les victimes à une sous-humanité sans droit. Qu'il l'ait voulu ou non, son geste ravageur réduit la loi et quelques unes des valeurs qui fondent notre civilisation à des denrées périmées à détruire.

Il serait dangereux de se le cacher : les réactions parfois exaltées de ceux qui soutiennent le Maire d'Ensisheim révèlent qu'une digue a lâché. On ne peut pas s'empêcher de penser à certaines périodes sombres de l'Histoire : celles où les "braves gens" ont cherché des boucs-émissaires faute de désigner les véritables responsables ; celles où "l'élite" - représentant ces "braves gens" - a cyniquement ou passivement profité de la situation sans chercher à empêcher régressions et barbarie.

En ne réagissant pas comme il convenait (elle l'avait pourtant fait dans le cas du préfet Bonnet), la justice confirme de manière inquiétante le sous-statut de fait accolé aux victimes.

Pour ce qui me concerne, à mon modeste niveau, **je prends le droit d'exiger du Conseiller Général et Maire d'Ensisheim qu'il renonce à tous ses mandats et qu'il se retire définitivement de la vie politique**; je le lui signifie en lui envoyant une copie de cette lettre que je diffuse par ailleurs autour de moi.

J'espère que vous formulerez la même demande et suivrez le même type de démarche. J'espère aussi que votre voix, plus forte, sera mieux entendue que la mienne.

Convenez que le silence serait funeste.

Dans l'attente de votre réponse, recevez mes vigilantes salutations

Nom Prénom Signature

Copies

- au Maire d'Ensisheim (Mairie d'Ensisheim 6 pl Eglise 68190 EN-SISHEIM)

- au Président du Conseil Général du Haut-Rhin (Conseil Général du Haut-Rhin 100 av d'Alsace BP 20351 68006 COLMAR)

tifs à faire preuve d'un peu de courage et à se positionner.

Le collectif va également procéder à la plantation d'un "arbre de la paix" à Ensisheim sur le terrain où ont été incendiées les caravanes par le Maire. Le collectif entend ainsi "(...) rappeler à tous que toute atteinte à la dignité humaine, qu'elle soit le fait d'un individu ou d'une institution, menace la cohésion de la société et attise la haine entre les personnes et les groupes sociaux."

Et ajoute:

"Ces faits ont pu se produire parce que les signes d'intolérance et de mépris de l'autre ne cessent de se multiplier depuis quelque temps, et que le climat de haine et d'agressivité ne cesse de s'alourdir. Une société qui favorise systématiquement la compétition économique et la réussite matérielle au détriment de la solidarité et du respect de la personne, ne doit pas s'étonner de voir la violence ressurgir dans les rapports humains. C'est le devoir de chacun de réfléchir et de ne pas céder aux pulsions primaires qui sont la négation de la notion même de civilisation. Prenons garde, tous tant que nous sommes, à ne pas revivre certaines situations détestables qui ont laissé tant de plaies ouvertes dans notre Histoire (...)

Là où droit des gens à être accueillis dignement et à vivre en sécurité a été nié, nous nous rendrons en cortège pour y planter un tilleul, symbole de paix, pour que les rapports entre les humains cessent de s'envenimer à coup de suspicion, de rivalités stériles et de négation de l'autre (...)

Par ce geste, nous entendons rappeler à l'humanité tout entière, aussi bien qu'à nous-mêmes, que la dignité humaine n'a pas de prix, et qu'on ne saurait la mettre en balance avec une quelconque considération économique.

Ainsi, les habitants d'Ensisheim auront, sur le ban de leur commune, la tâche d'accueillir et de protéger l'arbre de la paix qui, venu d'ailleurs, poussera dans leur terre ses racines, les seules qui comptent, celles du cœur.

Il faudra qu'ils en prennent soin, car c'est le trésor fragile de la dignité humaine, qui ne pousse bien que sur le terreau de la fraternité."



Les faits cités ci-dessous, décrits par un lecteur, rappellent que les mêmes réflexes d'exclusion sont à l'œuvre partout. On constatera qu'à LONGWY ils n'ont pas encore pris la forme extrême qu'ils ont pris à ENSISHEIM, mais avec le temps, si la résistance politique aux régressions ne s'organise pas fortement, on peut craindre, là comme ailleurs, l'accentuation d'inquiétantes dérives.

Un nouveau mur de la honte

A la périphérie de LONGWY, sur la commune de MONT-ST-MARTIN, administrée par une municipalité de gauche depuis longtemps, un supermarché a quitté son implantation pour se rapprocher de la frontière, tout en agrandissant considérablement sa surface et en intensifiant la pression sur les salariés.

Les anciens locaux sont abandonnés et le restaurant self-service voisin a fermé, tandis que l'installation de lavage de voitures a été démonté. Il restait donc un grand parking désert près du centre face à l'hôpital que des gitans ont occupé occasionnellement.

Il y a quelques mois des glissières métalliques ont été boulonnées pour empêcher l'accès. Ce moyen n'ayant pas été jugé assez efficace, ces glissières ont été soudées. Puis des monticules de gravats ont été déversés tout autour, rendant l'endroit chaotique et marquant à quel point la catégorie sociale des gens du voyage est peu considérée par les décideurs officiels.

Des militants animés d'idées plus démocratiques et plus sociales ont tenter de secouer la torpeur et l'indifférence en inscrivant à la peinture sur les routes proches : "Ici le mur de la honte".

Il y a deux autres zones qui sont laissées aux gitans à la périphérie de LONGWY, qui ressemblent plus à des terrains vagues qu'à de véritables aires de stationnement, situés loin des commerces et lieux d'activité. Le traitement réservé à ces familles dont la différence est d'être itinérante, est choquant car il véhicule un non-dit lourd de préjugés et peu favorable au respect et à l'intégration, ni à l'égalité des droits, et encore moins au dialogue. Le réflexe du mépris de la différence et de la non insertion dans le mode de vie standardisé est déjà perceptible dans une partie de la population, et la méthode employée vis à vis des gitans risque d'encourager les comportements d'exclusion de façon tout à fait injustifiée.

S'il y a des étrangers qu'on cherche à faire venir, comme la clientèle luxembourgeoise aisée qui a motivé le déplacement du supermarché, il y a par contre les étrangers qu'on chasse, considérés comme indésirables, avant même de savoir qu'ils sont.

J.M. Miny

Rencontres et lectures à contre courant

La crise de l'Université française

La crise de l'Université française. De Patrick Vassor encore et Nicolas Oblin, aux Editions l'Harmattan (disponible en librairie ou à commander à l'éditeur). Traité critique contre une politique de l'anéantissement. Les auteurs montrent que dans un contexte de pénurie bien organisée et de crise bien entretenue, les étudiants, enseignants, UFR, laboratoires, universités sont soumis à des logiques d'obligation de résultats, d'efficacité, de rendements à court terme,

mais également à un système de valorisation du savoir aliéné aux conjonctures économiques dominantes. Les différentes réformes ne visent plus au développement des savoirs et leur circulation mais à l'apprentissage de la compétition au sein des unités de formation et de recherche, à l'accroissement de la marchandisation, de la reproduction du capital au sein d'un nouveau marché de connaissances.

Naissance de la sociologie

Cet ouvrage de Johan Heilbron est traduit du néerlandais par Paul Dirx.

L'apparition des sciences sociales est communément considérée comme un phénomène récent. Elles auraient émergé au cours du XIXe siècle, mais leur essor véritable ne daterait que du siècle suivant. Ce livre entreprend de lever le voile sur la genèse de ces disciplines et renouvelle notre vision de la vie intellectuelle en France, du siècle de Louis XIV à la IIIe République. Il fait émerger des transformations sociales, institutionnelles et politiques du monde intellectuel et revisite les auteurs canoniques, de Montesquieu à Auguste Comte. Sociologue nourri des idées de Pierre Bourdieu et de Norbert Elias, chercheur au CNRS, Johan Heilbron a notamment publié *"Pour une histoire des sciences sociales"* (avec Rémi Lenoir et Gisèle Sapiro, Fayard, 2004). **"Naissance de la sociologie"** est paru aux Editions Agone (BP 70072 13192 MARSEILLE cedex 20). 384 pages. 25 euros. ISBN 2-7489-0034-0 En librairie depuis la mi-février. <http://agone.org/banccdessais/naissancecelasociologie/>

Pour une culture de la participation

Ce petit livre (126 p.) de Pierre MAREY se propose de définir ce que l'auteur entend par "participation". Une formule revient dans le texte: *"participer, c'est donner et prendre sa part"*. Prendre sa part, c'est s'approprier les moyens de l'action publique. c'est en fait (re)construire une démocratie *"qui soit à tous et responsabilise chacun"*. Vaste programme, serait-on tenté de dire, au vu de la manière dont, dans une conception quelque peu élitiste du fonctionnement actuel de la démocratie "moderne", les propositions et décisions sont débattues et prises, à l'insu, la plupart du temps, des citoyens concernés. Certes l'éducation civique fait souvent défaut, mais *"donner et prendre sa part"* constitue dans l'esprit de l'auteur, un bon moyen de combler ce manque par la pratique.

Constatant que l'action des intervenants *"sur les chantiers de la participation citoyenne"* dans les villes, les quartiers est souvent incomprise par ceux-là même qui l'ont sollicitée: institutions, élus, P.MAHEY affirme que la participation a pour objectif de *"sauver la démocratie et le service public, et réconcilier la société civile et le politique"*. En effet, ajoute-t-il, elle n'a pas d'autre prétention que *"d'apporter des éléments d'aide à la décision"* à toute une batterie d'instruments tentant de donner la parole aux citoyens: conseils de quartier, comités d'habitants, conseils d'urbanisme, forums citoyens, etc.

Cette démarche n'est pas sans rappeler certaines expériences qui ont cours dans diverses régions du monde

comme la tentative d'élaboration d'un budget participatif à Porto Alegre, avec toutes les limites qui ne manquent pas d'être soulignées.

L'auteur est architecte, urbaniste, administrateur de l'ADELS. (Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale, 108-110 rue Saint-Maur, 75011 Paris Tél.01.43.55.40.05; www.adels.org) Prix: 11 euros.

Les temps maudits

Le no22 de la revue de la CNT (daté d'Octobre-Décembre 2005), après un bref édito en prise avec les événements des banlieues l'automne dernier, aborde les thèmes qui lui sont chers sur l'anarcho-syndicalisme, les bourses du travail ou l'autonomie ouvrière. Ensuite un texte met en avant *"la vraie lutte contre les chômeurs"* face à ce que l'auteur appelle *"la fausse lutte pour l'emploi"*. Un autre article aborde la nécessité de la construction d'une riposte de classe. Suivent: un témoignage sur la grève des ambulanciers au CHU de Saint-Etienne en 2002-2003, un dossier sur le syndicalisme au Burkina-Faso, un coup d'œil sur ce qui se passe dans l'Argentine d'en bas, et l'habituelle présentation de livres et revues.

Le n°22: 7 euros, chèque à l'ordre de la CNT. Abonnement (6n°): 33 euros. Les Temps Maudits, Bourse du Travail, salle 15 bis, 42028 Saint-Etienne cedex 1.

Tenir debout

Condamné à mort en 1995, Nanon Williams a toujours clamé son innocence. En mars dernier, sa peine a été commuée en prison à vie car il était mineur au moment des faits. Son émouvant témoignage, *"Still Surviving"*, écrit dans le couloir de la mort au Texas, vient de paraître en traduction française à La Sterne *Voyageuse*, avec le soutien d'Amnesty international et de Lutte Pour la Justice (LPJ, association de lutte contre la peine de mort dans le monde; pj@multimania.com et www.lpj-france.net), sous le titre *Tenir debout*.

Cet ouvrage de 269 pages, préfacé par Michel Salmon, fondateur du Parlement International des Écrivains et de la revue *Autodafé*, est en vente au prix de 18 euros port compris auprès de: LPJ 216 Chemin de Figarol 82170 POMPIGNAN.

ACC a un n° de CPPAP tout neuf !

Le bénéfice de tarifs postaux moins élevés n'est accordé à un journal que s'il a obtenu l'agrément d'un organisme dépendant du Premier ministre, appelé *"Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse"* où siègent des représentants du gouvernement et de la "grande presse" (qui prétendent représenter les petites publications !...). A nos débuts, il y a vingt ans, nous avions obtenu l'agrément et un donc un numéro décerné par la CPPAP que nous devons faire figurer en dernière page de chaque exemplaire. Cet agrément était alors accordé à titre définitif, sauf gros problème, ou interruption de parution. Pour préparer la privatisation de la Poste, Jospin, prenant le relais de Juppé, a décidé de rendre obligatoire le renouvellement périodique de ce n° de CPPAP. Résultat : de nombreuses petites revues ont déjà été assassinées sur l'autel de la maximisation du profit de "l'entreprise" Poste. ACC vient donc d'échapper au massacre; mais ça été dur, et le problème se reposera d'ici deux ans. Ce problème, et d'autres sans doute : il y a deux mois, on a failli nous supprimer notre boîte postale pour cause de réorganisation du tri !... De nombreuses petites structures ont été victimes du dispositif. On y a échappé de justesse. Quel sera le prochain traquenard ?...

On ne serait pas anticapitalistes, on le serait devenu, face à cette insupportable chienlit libérale !

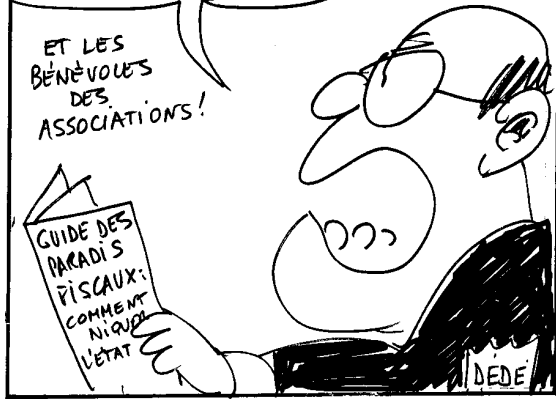
BOLKESTEIN ATTITUDE...

IL FAUT ARRÊTER DE FLIQUER LES ENTREPRISES, ET SE CONCENTRER SUR LE CONTRÔLE DES PROFITEURS DU SYSTÈME :

LES CHÔMEURS, LES SALARIÉS, LES FONCTIONNAIRES, LES SDF, LES IMMIGRÉS, LES MALADES, LES JEUNES, LES RÉTRAITÉS !

ET LES BÉNÉVOLES DES ASSOCIATIONS !

GUIDE DES PARADIS FISCAUX : COMMENT NIQUER L'ÉTAT



Dédé décortique la Bolkestein attitude

BOLKESTEIN ATTITUDE...

EST-CE MA FAUTE A MOI SI LES TRAVAILLEURS D'EUROPE DE L'EST ACCEPTENT DE TRAVAILLER POUR UNE BOUCHÉE DE PAIN ?



LES PATRONS VICTIMES DE LA CONCURRENCE DEDE

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J.M DELAYE / J. FORTCHANTRE
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP n°
0208 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 2123
68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 9/03/2006

Sommaire

- Page 1 Edito : La religion néo-libérale
- Page 2 à 4 Rencontre ACC, AES, CR et A l'Enc.
- Page 5 Mots contre maux
- Page 6 et 7 Emeutes urbaines : le vieux et le neuf
- Page 8 Villepin freine la baisse du chômage
- Page 9 8 mars 2006 et après ?
- Page 10 Pluralisme d'info et emploi sur de mauvais rails
- Page 11 Edito d'AL: Jetables ?
- Page 12 et 13 Franchissement de ligne brune
- Page 13 Le nouveau mur de la honte
- Page 14 ... Circulaire sur les interpellations d'étrangers
- Page 15 Rencontres et Lectures
- Page 16 Dédé décrit "la Bolkestein attitude"

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE